



MONITORING DES ZONES DE RETOUR

PROVINCE DE L'ITURI

TERRITOIRE DE DJUGU

Rapport – Aout 2018

Photo de gauche : Ecole de l'EP Mangala en chefferie de Ndo-Okebo détruite
A droite en haut : Case détruite dans le village de Losu., chefferie Bahema-Nord
A droite en bas : Femme a un point d'eau detruit dans le village de Gobi, chefferie Bahema-Nord

Crédits : UNHCR / Intersos Bunia

Contexte

Depuis mi-mars 2018, un mouvement de retour spontané des personnes a débuté dans certaines localités du territoire de Djugu. Ceci suite à une accalmie observée, après la tension intercommunautaire qui a occasionnée des pertes en vies humaines, incendies des cases, des déplacements massifs des populations vers les localités des territoires de la Province de l'Ituri en RDC et celles de l'Ouganda, à partir du 17 décembre 2017.

Grâce aux efforts consentis par les éléments des Forces Armées de République Démocratique du Congo (FARDC), les éléments de la Police Nationale Congolais (PNC), les casques Bleus de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et les messages de la paix lancés par les chefs des Chefferies/Secteurs et leaders communautaires, demandent les communautés de préserver la paix et la cohésion sociale ces mouvements de retour se poursuivent.

A titre d'exemple, en 17 avril 2018, le Gouvernement de la RDC a débuté la facilitation du retour de ces déplacés. Deux convois ont été organisés en 17 et 18 avril 2018 ont concerné les déplacés des localités de Katoto, Gina, Lenga, Bule, Maze, Largu, Blukwa et Tché. Selon le coordonnateur de la protection civile de l'Ituri, 1130 ménages ont été concernés par cet appui.

Actuellement, plus de 70 %, des personnes seraient retournés dans leurs villages d'origines. Bien que ces retournés ne sont pas encore totalement assistés la communauté humanitaire continue à se mobiliser pour répondre à cette crise par la conduite de missions d'évaluation des besoins, les assistances en vivres, AME, WASH, santé suivies d'activités de cohabitation pacifique.

Pour s'imprégner de la situation de protection et cerner les conditions dans lesquelles vivent les retournés dans leurs zones respectives, une enquête a été conduite du Mardi 23 Juillet au 03 Aout 2018 dans 73 villages du territoire de Djugu en province Ituri.

Objectifs

Evaluer la situation de Protection dans les zones de retour prioritaires, collecter des informations de base notamment sur la disponibilité de la reprise des activités de base et de l'existence ou non des infrastructures de base.

De façon détaillée, l'enquête a couvert les thématiques suivantes :

- Mouvements de population (déplacement, retour) ;
- Situation des infrastructures de base (centre de santé, école, marché public, service d'état civil) ;
- Présence des autorités locales et des forces de sécurité ;
- Niveau de destruction des abris et des infrastructures ;
- Incidents de protection;
- Cohabitation/cohesion sociale;
- Besoins / aspirations / souhaits - Obstacles au retour des PDIs.

Ces différents éléments seront mis en perspective avec la dimension ethnique du conflit.

Méthodologie

Les données ont été collectées à travers des entretiens individuels menées par des moniteurs de protection Intersos avec les informateurs clés sélectionnés en fonction de leur connaissance des villages visités.

Les entretiens ont été semi-structurés à travers un formulaire conçu par la section protection du HCR Goma et numérisé ensuite sur Kobo.

Période de collecte des données : du 23 juillet au 08 août 2018

Nombre de villages visités : 73, repartis dans 7 zones de santé.

Source de données : Informateurs clés (145).

Territoire cible : Territoire de Djugu

Profils des informateurs clés

Au total 145 informateurs clés ont été interrogés soit une moyenne de 2 informateurs clés par village. Moyenne d'âge des informateurs clés : 44 ans, l'âge minimum est de 19 ans et l'âge maximum est de 84 ans.

68% des informateurs clés ont un âge qui varie entre 19 et 49 ans.

Une variation a été observée dans la sélection du genre, du type et de l'ethnie des informateurs clés afin que les résultats de l'enquête soit le plus représentatif possible.

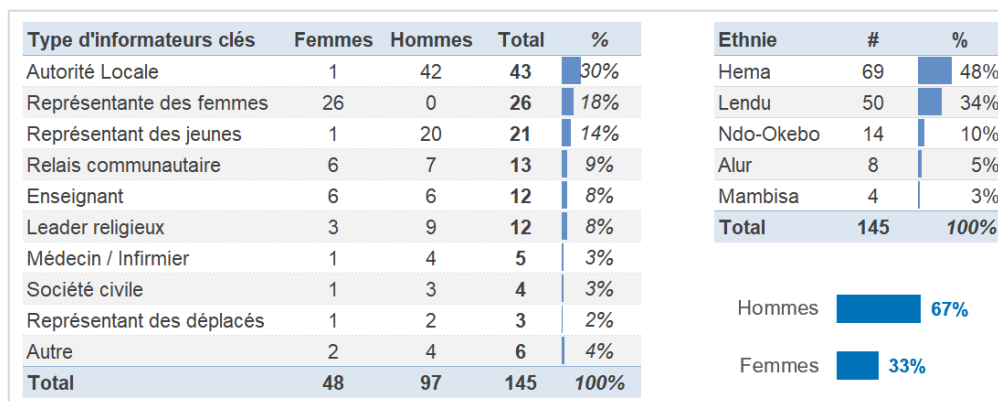
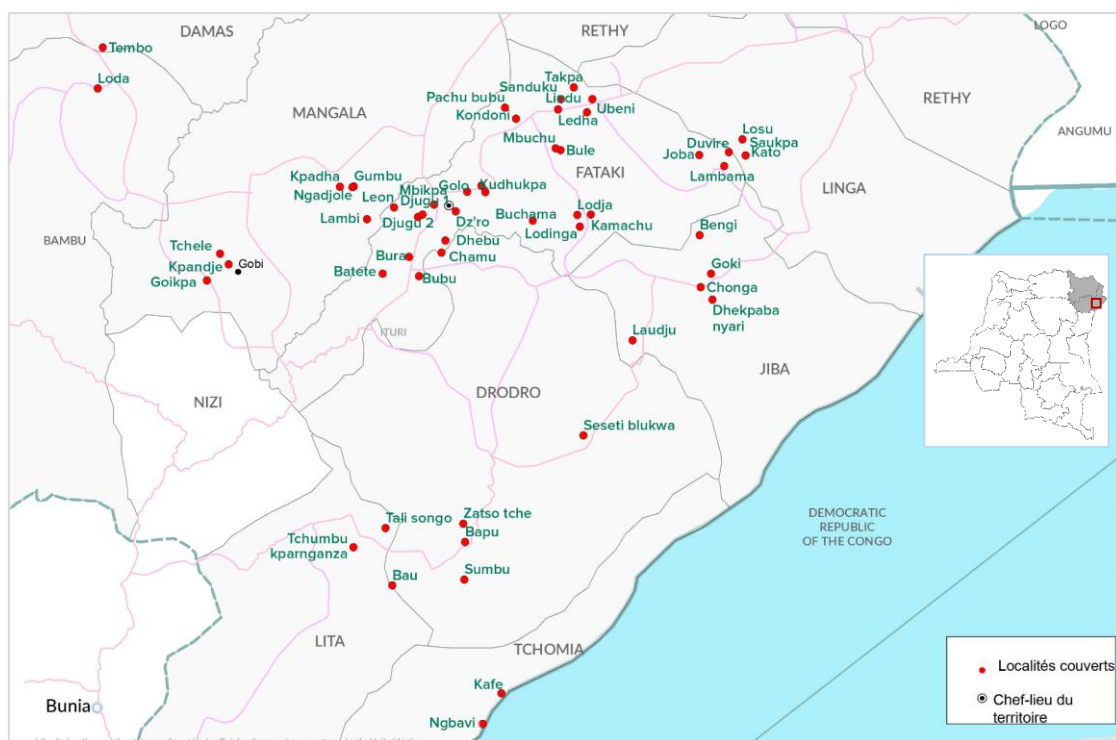


Figure 1. Genre, ethnie et types d'informateurs clés

Zones de santé	Nombre de villages visités	Informateurs clés		
		Femmes	Hommes	Total
Fataki	50	36	63	99
Drodoro	5	6	9	15
Rethy	3	2	9	11
Tchomia	4	2	4	6
Lita	3	2	4	6
Mangala	5	0	5	5
Jiba	3	0	3	3
Total	73	48	97	145

Figure 2. Villages, zones de santé et informateurs clés



Carte 1. Vue d'ensemble des 73 villages couverts par le monitoring des zones de retour

Population / Démographie

PDIs retournés

99% des localités visitées abritent des PDIs retournés représentant une population totale de 92.171 personnes / 19.523 ménages.

PDIs

82% des localités visitées abritent des PDIs représentant une population totale de 21.858 personnes / 7.050 ménages.

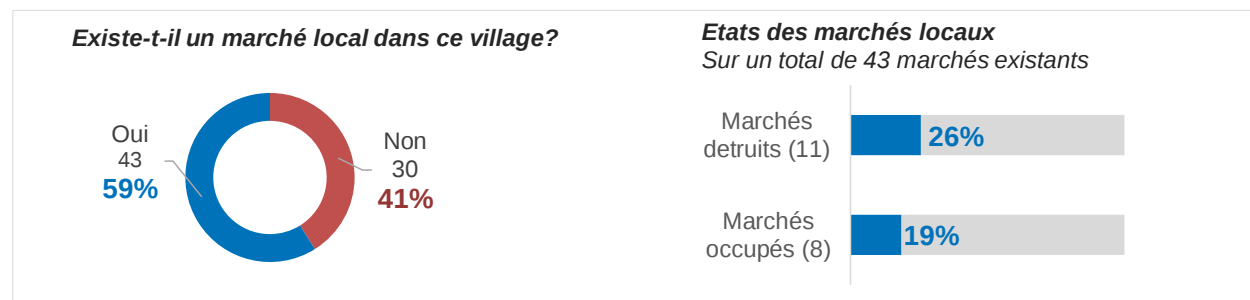
Personnes ayant été forcées à fuir leur localité en raison du conflit et qui ne sont toujours pas retournés

85% des villages visités (62 villages sur 73) ont une partie de leurs populations encore en déplacement, représentant une population totale estimée à 35.000 individus

Mécanisme d'enregistrement des PDIs et des PDIs retournés par les autorités locales

- Dans 70% des localités, les autorités locales disposent d'un mécanisme pour l'enregistrement des personnes déplacées internes.
- Dans 77% des localités, les autorités locales disposent d'un mécanisme pour l'enregistrement des retournés.

Marchés locaux



30 localités visitées (41%) ne possèdent pas de marchés locaux. Les populations s'approvisionnent en vivres au petit regroupement nocturnes des personnes appelés communément « Limanga » et/ou fréquentent les marchés saisonniers organisés dans les localités voisines

26% des marchés locaux existants sont détruits, 19% sont occupés par des déplacés, des retournés et/ou des militaires



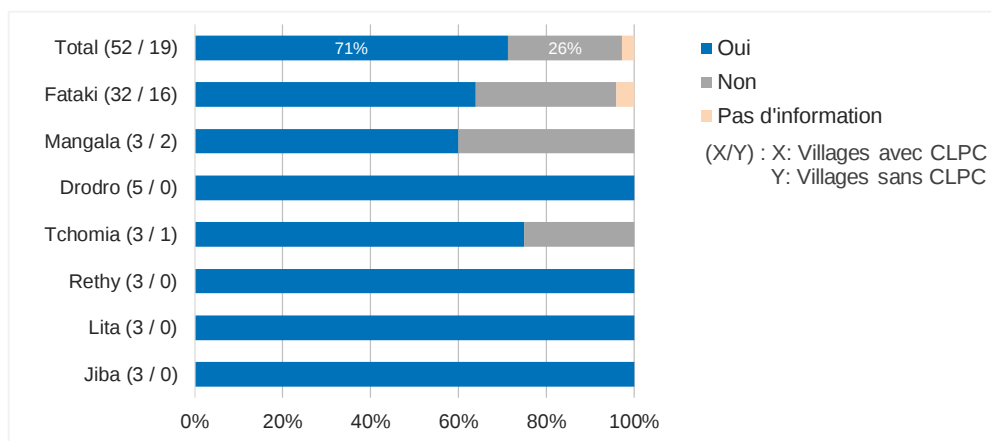
Photo 1 Marché de la localité Tchele, groupement Tchele en chefferie de Ndo okebo, occupé par les retournés

Service d'état civil



42 villages visités (52%) possèdent un service d'état civil, 17% des services d'état civil existants sont détruits.

Mécanisme communautaire de médiation dans ce village (CLPC)



Graph 1. Mécanismes communautaires de médiation par zone de santé

26% des villages visités (19 sur 73) ne possèdent pas de mécanisme communautaire de médiation. Des tensions entre personnes déplacées et populations hôtes existent dans 53% des localités ne possédant de mécanisme communautaire de médiation. 53% des villages où il n'existe pas de CLPC (10 sur 19) ont été détruits à plus de 75%.

Présence des autorités locales

Les autorités locales sont présentes dans la quasi-totalité (100%) des villages visités. Cependant, l'instauration de l'autorité de l'Etat pose un problème dans ces villages. Certains chefs éprouvent des difficultés d'être écouté et respecter

Pourcentages de cases détruites dans les villages visités

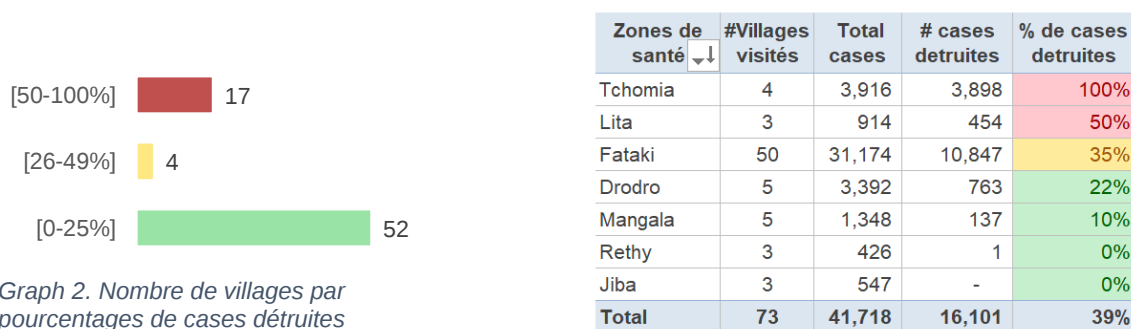


Table 1. Niveau de destruction par zone de santé

- Dans 25% des villages visités (soit 1 village sur 4), plus de 75% des cases sont détruites. Tous ces villages sont occupés par des populations de l'ethnie Hema.
- Dans 4% des villages visités, le niveau de destruction se situe entre 26 et 49%
- Le niveau de destruction est très élevé dans les zones de santé de Tchomia (100% cases détruites dans 4 villages visités) et Lita (50% des cases détruites dans les 3 villages visités).
- 39% des cases sont détruites sur l'ensemble des villages visités

Le pourcentage de cases détruites par village est obtenu par la division du nombre total de cases que compte le village sur le nombre total de cases détruites.



Carte 4. Pourcentage de cases détruites dans les villages

Principaux problèmes de protection survenus durant les 2 derniers mois

Problèmes de protection	# Reponses	%
Conflit foncier	35	24%
Incendie/destruction de maisons	22	15%
Vols / Braquages	21	14%
Arrestation arbitraire	15	10%
Pas d'information	12	8%
Extorsion	12	8%
Sexe pour la survie	11	8%
Exploitation sexuelle	6	4%
Agression sexuelle /Viol	3	2%
Mariage forcé des filles	3	2%
Homicide	3	2%
Attaques contre les lieux publics (écoles, centres de santé, églises)	1	1%
Violence physique	1	1%
Total	145	100%

Table 2. Principales problématiques de protection

Selon 24% des informateurs clés, les conflits fonciers sont le principal problème de protection, suivi par les incendies/destruction de maisons (15% des informateurs clés) et les vols braquages (14% des informateurs clés)

La problématique des conflits fonciers dans le territoire de Djugu est un phénomène permanent et date de longtemps. Des nombreux conflits non résolus et/ou partiellement résolus demeurent dans ce territoire. Il a été à la base de la guerre interethnique de 1999 à 2003. Ces conflits sont pour la plupart ; le conflit d'usage, le conflit de propriété, des limites administratives, d'exploitations des collines et bas -fond, occupations illégales des terres etc. Ils demeurent à cause de la démographie galopante, l'exploitation de la terre par des personnes qui ne possèdent pas des titres de propriété et/ou qui obtiennent par des mécanismes inappropriés suite à la méconnaissance des procédures d'acquisitions des terres etc. Faute d'une implication active des autorités pour résoudre ces conflits, certaines personnes laissées recourent à la violence pour tenter de se faire entendre pour que leurs droits soient rétablis.

Selon les témoignages des informateurs clés, le conflit qui engendra la violence dans le territoire de Djugu de décembre 2017 au mois mars 2018 ne serait pas directement lié au foncier.

Cependant avec le retour des populations anciennement déplacées certains aspects du foncier qui risquent d'engendrer la violence sont rapportés. Principalement le refus d'accès à la terre, aux biens et aux propriétés d'une communauté par d'autres.

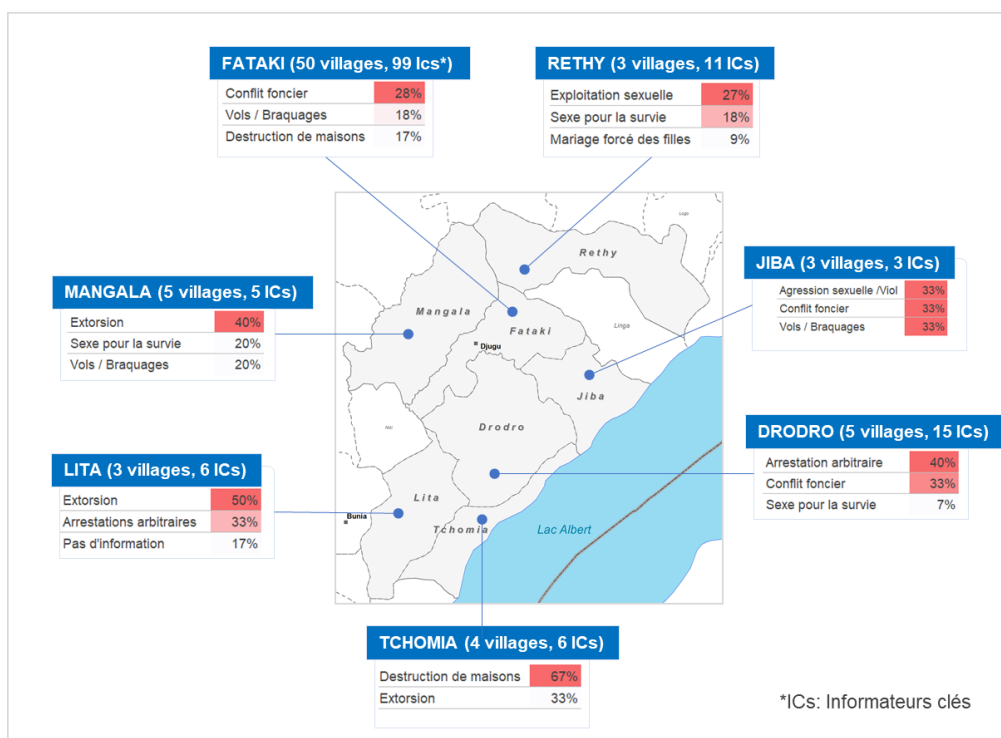
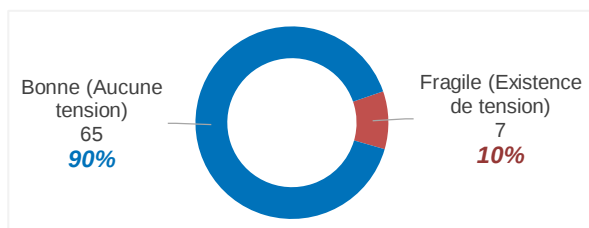


Figure 3. Les trois principaux problèmes de protection rapportés par zone de santé.
Les pourcentages (%) sont basés sur les réponses des informateurs clés

Une désagrégation des problématiques de protection fait clairement ressortir des problématiques différentes d'une zone de santé à une autre :

- Selon 27% des informateurs clés interrogées dans la zone de sante de Rethy, l'exploitation sexuelle est le principal problème de protection dans leur zone. Ce phénomène est lié par plusieurs facteurs dont la pauvreté, les coutumes qui ne réprimandent pas les violences sexuelles.
- A Tchomia, les incendies et destructions de maisons constituent le principal problème de protection.

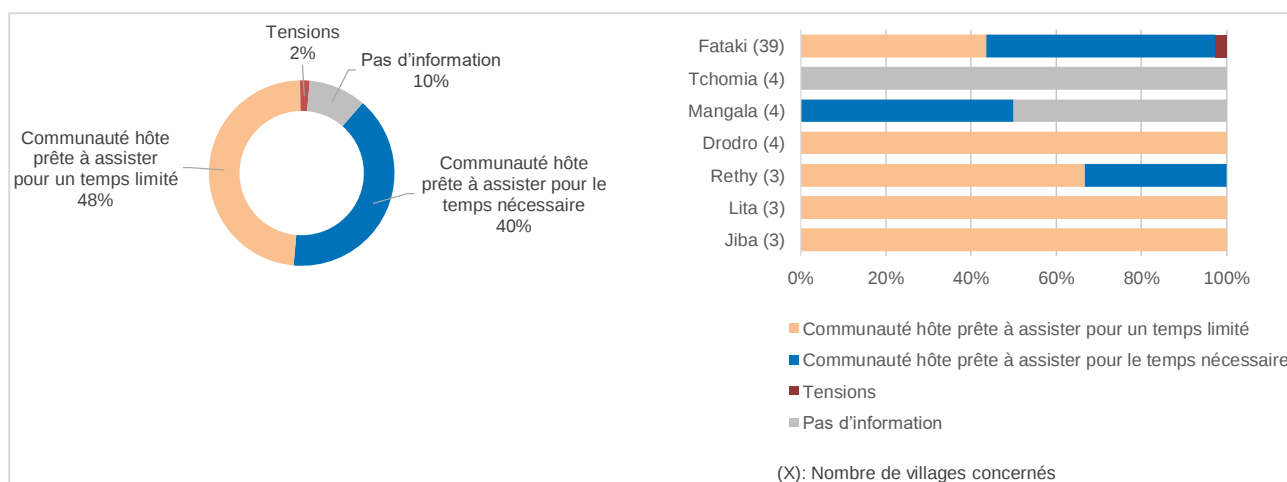
Relation entre retournés et résidents



Graph 3. Relation entre PDIs retournés et résidents

La relation entre retournés et résidents est fragile dans 10% des localités visitées. Ces tensions sont plus observées dans les localités voisines Hema et Lendu. La question liée à l'accès la terre, bien et propriété demeure la cause principale de cette fragilité.

Relation entre PDIs et communauté hôte



Dans 48% des 60 villages qui accueillent des PDIs, la communauté hôte serait prête à assister les PDIs pour un temps limité, dans 40% des villages, la communauté serait prête à assister pour le temps nécessaire.

Les populations prêtes à assister pour un temps limité évoquent la réduction de leurs propres ressources qui s'accroissent avec la présence des personnes déplacées dont ils ont la charge.

Principaux besoins

Besoins / Souhaits	# Reponses	%
Vivres	36	25%
Materiel pour la reconstruction des abris	31	21%
Médicaments	21	14%
Articles ménagers essentiels	17	12%
Sécurité	12	8%
Retour des déplacées vers leurs zones d'origin	7	5%
Outils aratoires	7	5%
Cohabitation pacifique entre les communautés	7	5%
Rénovation des infrastructures de bases	6	4%
Arrestation / Jugement des auteurs de crimes	1	1%
Total	145	100%

Table 3. Principaux besoins des populations exprimés par les informateurs clés

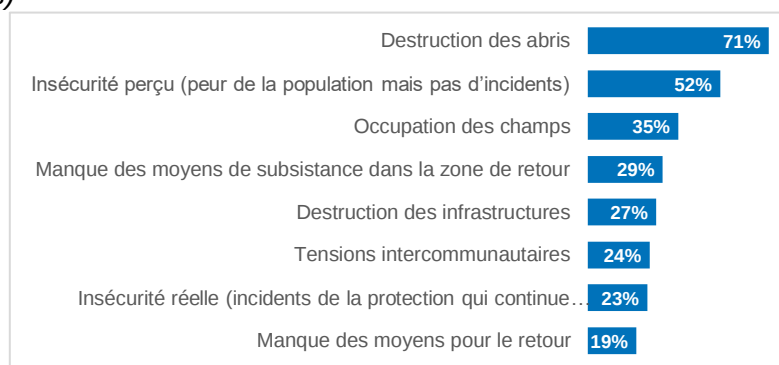
Selon 25% de l'ensemble des informateurs clés (soit 1 informateur clé sur 4), les vivres constituent le besoin principal des populations suivi des matériaux pour la construction des abris et des médicaments.

Les besoins varient selon le type d'informateur clé comme le montre le tableau ci-dessous.

Autorité Locale	Besoin1	Représentant des jeunes	Besoin1	Représentante des femmes	Besoin1	Leader religieux	Besoin1	Relais communautaire	Besoin1
Matériau pour la reconstruction des abris	33%	Vivres	38%	Vivres	27%	Médicaments	33%	Matériau pour la reconstruction des abris	31%
Vivres	28%	Sécurité	24%	Médicaments	19%	Articles ménagers essentiels	17%	Vivres	23%
Médicaments	16%	Articles ménagers essentiels	14%	Matériau pour la reconstruction des abris	15%	Matériau pour la reconstruction des abris	17%	Cohabitation pacifique entre les communautés	15%

Table 4. Besoins prioritaires par type d'informateur clé

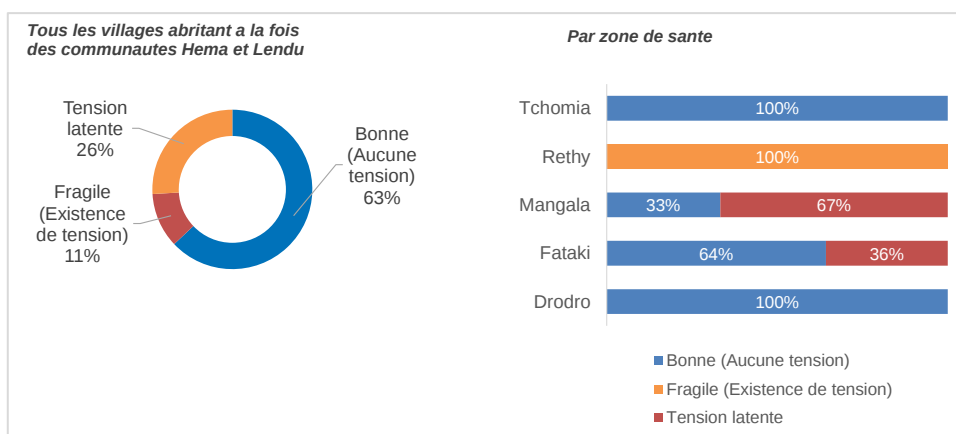
Qu'est ce qui, selon vous, empêche les déplacés de retourner dans leurs zones d'origine ? (Réponses multiples)



Graph 4. Principaux obstacles au retour des déplacés vers leur zone d'origine

La problématique de l'abri se pose comme 2e principal besoin pour les communautés (matériel pour la reconstruction) et comme principal obstacle au retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine.

Relation Hema – Lendu

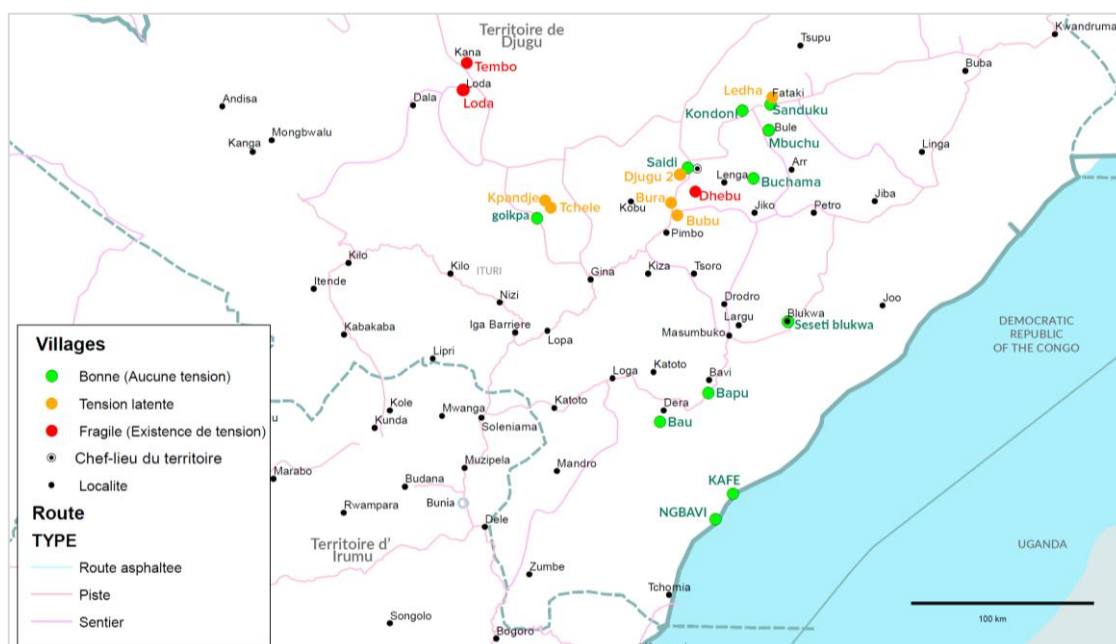


Bien que 100% des cases des 4 villages visités dans la zone de sante de Tchomia ait été détruites, l'on note que tous les 6 informateurs interviewés dans cette zone estiment unanimement que la relation entre les communautés Hema et Lendu serait bonne. Cela s'explique par le fait que malgré la destruction des abris, les communautés Lendu des groupements Penyi et Ezeckiel dans la zone de sante de Tchomia, ont gardé un bon climat de voisinage. Au moment où dans d'autres villages les deux communautés ne se côtoyaient pas, ces deux populations ont surmonté le climat de méfiance et organisé des rencontres.

A titre d'exemple, le 14 février 2018, une délégation de la communauté Lendu des groupements Penyi et Ezeckele a organisée une réunion de cohabitation pacifique à Tchomia suivie d'un meeting populaire a l'issue duquel un drapeau blanc a été érigé pour la Paix :



Photo 2 Drapeau érigé pour la paix par les communautés Hema et Lendu à Tchomia



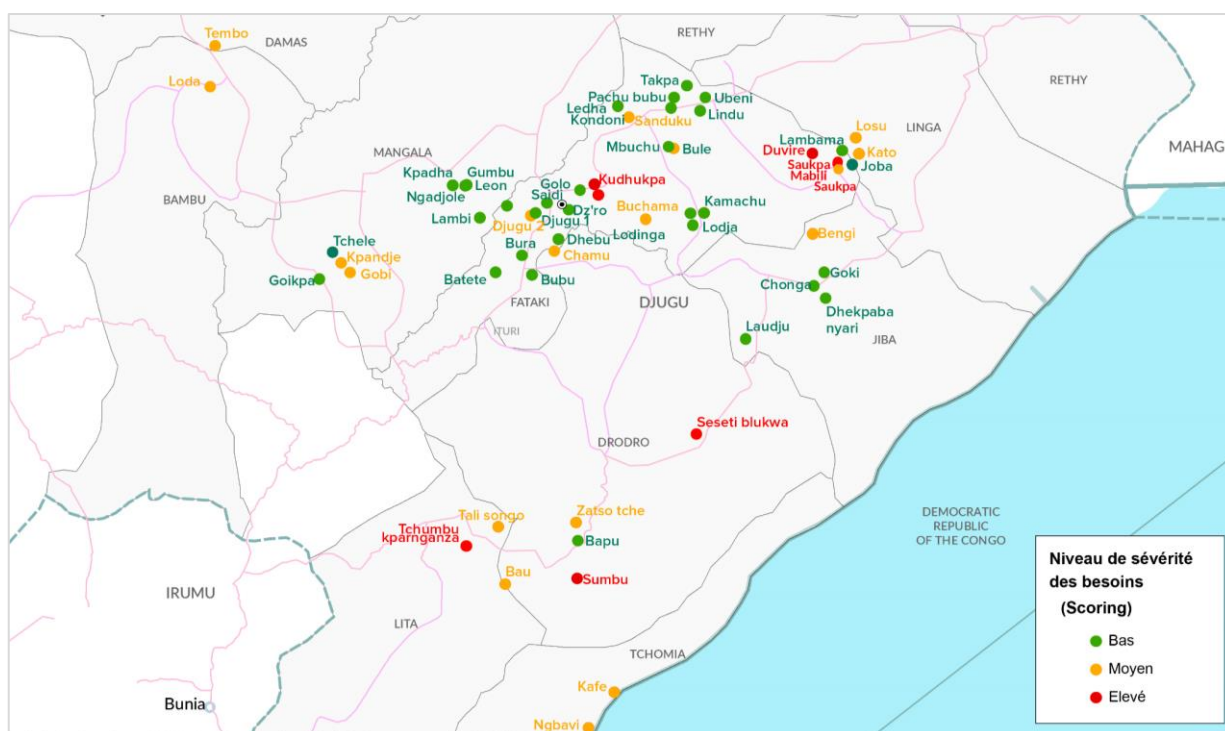
Carte 5. Evaluation des relations entre les communautés Hema et Lendu. **Source** : informateurs clés

Classement des localités visitées par sévérité des besoins

Diagram illustrating the formula for the level of severity:

$$\text{Etat des infrastructures de base (Détruits, occupées)} + \% \text{ d'abris détruits} + \text{Cohesion sociale} = \text{Niveau de sévérité}$$

Les villages sont au final classés en 3 niveaux de sévérité tels que représentés dans la carte ci-dessous



13

Niveau de sévérité	Analyse
Elevée	- Villages ayant au moins 3 infrastructures différentes détruites ou occupées, - Villages détruits à plus de 50% - Problème de coexistence pacifique 9 villages concernés. Ces villages accueillent au moins 1.000 personnes retournées. Parmi ces 9 villages, 7 sont habités exclusivement par la communauté Hema, et 2 sont habités à la fois par des Hema et des Lendu
Moyen	22 villages concernés Villages avec 1 ou 2 infrastructures détruites ou occupées et problème de coexistence pacifique
Bas	42 villages concernés. Aucune infrastructure détruite, villages détruits à moins de 25%

Cette méthodologie permet au village de Seseti blukwa d'arriver en tête du classement des sévérités avec un score de 42 sur une échelle de 62.

Au vue des données collectées, le village de Seseti blukwa (situé dans zone de sante de Drodro, et dans l'aire de sante Blukwa) présente les caractéristiques suivantes :

Province	Ituri
Zone de sante	Drodro
Territoire	Djugu
Chefferie	Bahema-Nord
Groupement	Blukwa
Nom du village	Seseti blukwa
latitude	1.74823205
longitude	30.60158509
Infrastructures	
EcoleOccupee	Oui (par des déplacés)
EcoleDetruite	Oui
EcoleEnseignantsdisponibles	Non
CentreSanteOccupe	Oui
CentreSanteDetruit	Oui
PersonnelSoignantDisponible	Oui
SceEtatCivilPersonnelDispo	Oui
SceEtatCivilDetruit	Oui
MarcheLocalDetruit	Oui
MarcheLocalOccupe	Oui (par des deplaces et des militaire)
%CasesDetruites	31%
PresenceAutorite	Oui
Cohesion sociale	
RelationRetournesHote	Bonne
RelationPDI_Hote	Communauté hôte prête à assister pour un temps limité
RelationHemaLendu	Bonne
Autochtone	Hema
Occupants	Hema Lendu
PDIs individus	594
Retournes	1,867
Indiv_Personnes_EnDeplacement	681
CLPC	Oui
Calculs	
PoidsInfrastructure	39
PoidsCohabitation	3
PoidsBesoin	42
Severite	Elévé

Ces caractéristiques sont disponibles pour chacun des 73 villages visites. Le classement complet des villages par niveau de sévérité de même qu'une version externe des données collectées peuvent être partagées aux partenaires qui en feront la demande.

Annexes

1. Echelle de calcul des sévérités des besoins

Criteres	Valeurs	Score
NiveauDestructionCase	0.00	0
NiveauDestructionCase	0.25	1
NiveauDestructionCase	0.50	3
NiveauDestructionCase	1.00	5
EcoleOccupee	Oui	5
EcoleOccupee	Non	0
Ecoledetruite	Oui	5
Ecoledetruite	Non	0
Enseignantsdisponibles	Oui	0
Enseignantsdisponibles	Non	3
CentreSanteOccupe	Oui	5
CentreSanteOccupe	Non	0
CentreSanteDetruit	Oui	5
CentreSanteDetruit	Non	0
PersonnelSoignantDisponible	Oui	0
PersonnelSoignantDisponible	Non	3
ServiceEtatCivilPersonnelDisponible	Oui	0
ServiceEtatCivilPersonnelDisponible	Non	3
ServiceEtatCivilDetruit	Oui	3
ServiceEtatCivilDetruit	Non	0
MarcheLocalOccupe	Oui	5
MarcheLocalOccupe	Non	0
MarcheLocalDetruit	Oui	5
MarcheLocalDetruit	Non	0
RelationRetourneesHote	Bonne (Aucune tension)	0
RelationRetourneesHote	Fragile (Existence de tension)	3
RelationRetourneesHote	Dégradée (Tension exacerbée)	5
RelationRetourneesHote	Pas d'information	0
RelationPDI_Hote	Tensions	5
RelationPDI_Hote	Communauté hôte prête à assister pour le temps nécess	0
RelationPDI_Hote	Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	3
RelationPDI_Hote	Pas d'information	0
RelationHemaLendu	Bonne (Aucune tension)	0
RelationHemaLendu	Tension latente	3
RelationHemaLendu	Fragile (Existence de tension)	4
RelationHemaLendu	Dégradée (Tension exacerbée)	5
RelationHemaLendu	Pas d'information	0